Questions orales

M. l'Orateur: Conformément à l'article 43 du Règlement, cette motion ne peut être débattue sans le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: Oui.

Des voix: Non.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE TRANSPORT AÉRIEN

L'ACHAT DE NORDAIR PAR AIR CANADA

M. Jack Murta (Lisgar): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre des Transports, du premier ministre et du président du Conseil du Trésor, je poserai ma question au ministre des Finances. Elle a trait au fait que le gouvernement a autorisé Air Canada à dépenser 28.4 millions de dollars pour acheter la compagnie Nordair.

Le ministre peut-il dire à la Chambre d'où viendront ces 28.4 millions que le gouvernement envisage de dépenser?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur le président, je ne suis pas en mesure de répondre précisément à la question telle que posée par l'honorable député; je prendrai note de la question et je la transmettrai au ministre des Transports.

[Traduction]

M. Murta: Monsieur l'Orateur, après tout, le ministre n'est-il pas ministre des Finances? J'aurais espéré qu'il ait au moins une vague idée des modalités de cette transaction qui vient tout juste d'être conclue. Ma question supplémentaire s'adressera encore au ministre des Finances. J'espère que sa réponse sera plus satisfaisante que la précédente.

Ce marché a certes été avantageux pour les actionnaires de Nordair, mais inquiétant pour les Canadiens. Un certain nombre de questions sont demeurées sans réponse. L'une d'elles a trait au montant de 1 million de dollars qu'on a affecté à ce qu'on a appelé les frais divers en rapport avec cette transaction. Le ministre pourrait-il nous fournir des précisions sur ce que couvre ce montant de 1 million de dollars? Les frais judiciaires sont toujours élevés, j'en conviens, mais sûrement pas à ce point dans ce genre de transaction.

● (1127)

M. Chrétien: Je suis au courant des modalités de la transaction, monsieur l'Orateur. Si nous l'avons approuvée au cabinet, c'est que nous étions convaincus que c'était là la meilleure décision à prendre dans l'intérêt des Canadiens. Quant aux détails concernant les frais judiciaires et autres dépenses, le ministre des Transports serait mieux placé que moi pour répondre au député.

[M. MacFarlane.]

M. Murta: Peut-être le ministre des Finances ou le vice-premier ministre pourraient-ils répondre à la question suivante: quelle garantie peut-on donner aux contribuables que lorsque le gouvernement revendra Nordair, l'État recouvrera tout son investissement de 28.4 millions de dollars?

[Français]

M. Chrétien: Monsieur le président, nous allons, c'est bien clair, prendre les moyens nécessaires pour que notre investissement soit profitable. Je pense que l'achat de Nordair par Air Canada à ce moment-ci s'est avéré très heureux et nous n'avons pas l'intention de perdre aucun avantage dans la transaction lorsque nous déciderons d'ici un an de remettre cette entreprise entre les mains du secteur privé.

[Traduction]

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Le ministre des Finances a mentionné qu'il assistait à la réunion du cabinet au cours de laquelle le gouvernement a envisagé de se lancer, en quelque sorte, dans le commerce de lignes aériennes usagées. Peut-il nous dire comment on en est venu à fixer la valeur des actions de Nordair à environ \$12 ou \$13, alors qu'elles se vendaient \$2.10 l'an dernier? Comment le gouvernement a-t-il calculé cette valeur, qui signifierait qu'il a payé au total 20 millions de dollars de plus que le montant total des actions l'année dernière?

M. Chrétien: Je viens tout juste de dire que ce n'est pas moi qui ai effectué cette transaction au nom du gouvernement. J'ai simplement approuvé les modalités et les conditions de l'achat. Ces données sont connues depuis une semaine, pourtant personne n'a posé de questions à cet égard au ministre des Transports. Comme c'est ce dernier qui a le dossier entre les mains, je lui demanderai des détails à ce sujet. Je suis étonné que le député n'ait pas adressé sa question au ministre des Transports lorsqu'il était à la Chambre.

M. Stevens: Je pourrais peut-être adresser ma prochaine question au vice-premier ministre et président du Conseil privé. Comme le ministre des Finances semble méconnaître la véritable nature de la transaction Nordair, l'honorable représentant demandera-t-il au Parlement d'en saisir le comité concerné de la Chambre, afin qu'il puisse en examiner tous les détails, et déterminer notamment qui sont les actionnaires et quelle méthode d'évaluation utilisée a pu faire grimper excessivement le montant de la transaction?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Le député se rappellera que mercredi de cette semaine la Chambre des communes a elle-même appuyé l'acquisition de Nordair en rejetant la motion qu'avait proposée l'opposition officielle pour la condamner.

Je ne vois pas pour le moment l'opportunité d'en saisir le comité permanent, mais si le député fait inscrire au *Feuilleton* ces questions détaillées concernant les transactions financières, je puis l'assurer que je ferai en sorte qu'il obtienne rapidement des réponses.